

LE SIONISME RELIGIEUX ET LE PROJET COLONIAL ISRAËLIEN¹

Ignacio Álvarez-Ossorio Alvariño*.

La création d'Israël : un projet colonial

Depuis sa création à la fin du XIXe siècle, la principale revendication du sionisme est la colonisation de la Palestine. Dans son livre *L'État juif* (1896), Theodor Herzl déclare : "Je considère que la question juive n'est ni une question sociale ni une question religieuse, bien qu'elle présente ces aspects et d'autres encore. C'est une question nationale et, pour la résoudre, nous devons en faire un problème de politique internationale". Dès lors, les dirigeants sionistes s'efforcent d'obtenir le soutien des grandes puissances occidentales pour la création d'un État juif en Palestine, avec l'idée qu'il deviendrait un bastion de l'Europe au cœur du monde arabe. Herzl, qui était un fervent admirateur du colonialisme européen et correspondait avec le magnat britannique Cecil-Rhodes, créateur de la British South Africa Company, affirmait avec véhémence : "Pour l'Europe, nous représenterions un bastion contre l'Asie : nous serions un avant-poste de la civilisation contre la barbarie".

Le sionisme présente donc de nombreux parallèles avec le projet de colonisation européenne et la nécessité de maintenir le contrôle des terres et de s'approprier les ressources des peuples colonisés, ainsi que de déplacer et de remplacer les populations indigènes par le biais du colonialisme de peuplement. Comme le souligne l'historien catalan Joan Culla, "Si nous considérons le colonialisme comme un complexe de supériorité socioculturel, une attitude condescendante, paternaliste ou méprisante à l'égard des non-Européens et de leurs identités et aspirations collectives, il est clair que les sionistes participent de ces traits et s'insèrent, consciemment ou non, dans la vague de fond de la grande expansion impérialiste de l'Ancien Monde" (2005 : 59).

Ce complexe de supériorité ne se limitait pas à la population arabe, mais s'étendait également à la population juive originaire des pays arabes : les Séfarades et les Mizrahi, considérés comme des citoyens de seconde zone et inférieurs aux Ashkénazes, les promoteurs juifs européens du sionisme.

Selon le journaliste palestinien Amjad Iraqi, du Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël-Adalah : "En tant que projet nationaliste-colonialiste d'origine européenne, le sionisme a été essentiellement conçu comme un moteur permettant aux Juifs de reproduire la voie suivie par les nations occidentales au 19e et au début du 20e siècle. À ce stade, la création d'un État ne consistait pas simplement à incarner l'autodétermination : elle impliquait le droit de déposséder d'autres peuples de leurs terres, de priver des sujets "inférieurs" de libertés civiles et d'infliger une violence monstrueuse visant à effacer la société indésirable et sa culture" (2024). Ce projet exigeait l'invisibilisation de la population indigène par le biais de mythes fondateurs tels que "une terre sans peuple pour un peuple sans terre" : "Dans le cas du sionisme, son discours était structuré autour de la rédemption des Juifs européens et de la négation de l'existence du peuple indigène habitant le territoire sous sa colonisation" (Abu-Tarbush et Barreñada, 2023 : 87). Le projet sioniste obtiendra le soutien total de la Grande-Bretagne par le biais de la déclaration Balfour de 1917, qui promet la conversion de la Palestine en "foyer

national pour le peuple juif".

Le plaidoyer du sionisme en faveur de la colonisation est toujours d'actualité. Le plan Smotrich, promu en 2017 par l'actuel ministre des finances, considère qu'Israël doit poursuivre sa politique du fait accompli en construisant de nouvelles colonies pour rendre l'émergence d'un État palestinien totalement irréalisable. Sous le titre "la victoire par la colonisation", il est clairement indiqué que "nous sommes là pour rester" :

"Notre ambition nationale d'un État juif du fleuve à la mer est un fait accompli, un fait qui n'admet ni discussion ni négociation. Cette étape sera réalisée par un acte politico-juridique imposant la souveraineté sur l'ensemble de la Judée et de la Samarie et par des actes récurrents de colonisation : l'établissement de villes et de villages, la construction d'infrastructures comme il est d'usage dans le "petit" Israël et l'encouragement de dizaines et de centaines de milliers de résidents à venir vivre en Judée et en Samarie. Nous pourrions ainsi créer une réalité claire et irréversible sur le terrain. Rien n'aurait un effet plus grand et plus profond sur la conscience des Arabes de Judée et de Samarie, en sapant leurs illusions d'un État palestinien et en démontrant l'impossibilité d'établir un autre État arabe à l'ouest du Jourdain. Les faits sur le terrain affaiblissent les aspirations et défont les ambitions. Les blocs de colonies en témoignent.

Le colonialisme de peuplement, si courant au XIXe siècle, est né lorsqu'un groupe d'immigrants européens a revendiqué un territoire déjà habité par un autre peuple, ce qui a nécessité, d'une part, l'appropriation de la terre et de ses ressources et, d'autre part, la dépossession et le déplacement de la population autochtone qui, à son tour, a été remplacée par des étrangers. Le sionisme est un produit de son époque, puisqu'il est né en Europe centrale dans les dernières décennies du XIXe siècle, alors que le projet colonialiste européen atteignait son apogée avec le Congrès de Berlin, au cours duquel les principales puissances européennes se sont partagé le continent africain. Comme le souligne Areej Sabbagh-Khoury, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, dans un article publié dans le Middle East Report and Information Project : "Les colons reconstruisent l'ordre social de la colonie en introduisant de nouvelles hiérarchies et institutions par la razzia, l'appropriation, la redistribution, l'exploitation, l'extermination, l'effacement et/ou la violence. Ils transforment la terre et la société tout en rejetant les revendications des autochtones en matière de territoire et de souveraineté. Ces changements ont diverses conséquences pour la population autochtone, notamment la dépossession, le déplacement, le travail forcé, le nettoyage ethnique et le génocide".

Le contrôle des terres exigé par le sionisme nécessite la dépossession et l'expulsion de la population indigène, ce qui ne peut se faire que par la violence. Comme l'a souligné le penseur révisionniste juif Vladimir Jabotinsky dans son célèbre article "Le mur de fer. Nous et les Arabes", publié le 4 novembre 1923 dans le journal russe Razsviet :

"Il ne peut y avoir d'accord volontaire entre nous et les Arabes palestiniens. Ni maintenant, ni à l'avenir. Je dis cela avec une telle conviction, non pas parce que je veux blesser les sionistes modérés. À l'exception de ceux qui sont nés aveugles, les autres ont compris depuis longtemps qu'il est tout à fait impossible d'obtenir le consentement volontaire des Arabes pour transformer la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive. Mes lecteurs ont une idée générale de l'histoire de la colonisation dans d'autres pays. Je leur suggère de considérer tous les précédents qu'ils connaissent et de vérifier s'il existe un seul cas de colonisation qui se soit déroulé avec le consentement de la population autochtone. Il n'y a pas de précédent. Les populations autochtones, civilisées ou non, ont toujours opposé une résistance obstinée aux colons, qu'ils soient civilisés ou sauvages".

Conscient que la population palestinienne s'opposerait de toutes ses forces au projet

sioniste, Jabotinsky propose de créer une organisation militaire suffisamment puissante pour la dissuader de se rebeller. Il va même jusqu'à déclarer : "Le sionisme est une entreprise de colonisation et, par conséquent, sa survie dépend de sa force militaire". En accord avec cette idée, le penseur juif d'origine russe préconise la construction d'un "mur de fer que les Palestiniens ne pourront pas franchir" et crée l'organisation paramilitaire Betar, inspirée des Chemises noires que Benito Mussolini avait mobilisées pour la Marche sur Rome en octobre 1922. A de nombreuses reprises, Jabotinsky affiche son mépris pour la population arabe : "Nous, les Juifs, grâce à Dieu, n'avons rien à voir avec l'Orient" (Jabotinsky, 1922, p. 1). L'âme islamique doit être balayée d'Eretz Israël", désignant, à une autre occasion, les Palestiniens comme "une foule vociférante et bruyante couverte de haillons criards et enragés".

Les principaux slogans du Betar étaient "à feu et à sang, la Judée renaîtra" et "il n'y a pas de loi, de justice ou de Dieu au ciel. Une seule loi décide et les surpasse toutes : l'occupation juive de la terre". Le Betar a joué un rôle déterminant dans la création des groupes terroristes Irgoun et Lehi, commandés respectivement par Menahem Begin et Isaac Shamir, qui deviendront par la suite premiers ministres d'Israël. Ces groupes sont responsables du tristement célèbre massacre de Deir Yasin, le 9 avril 1948, au cours duquel 250 civils ont été assassinés de sang-froid. Ces pratiques de terrorisme psychologique ont terrorisé la population locale et accéléré la fuite de centaines de milliers de Palestiniens avant la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai de la même année.

Le parti révisionniste de Jabotinsky, qui deviendra plus tard le Herut, prédécesseur du Likoud, préconisait la création d'un État juif englobant non seulement la Palestine mandataire britannique, mais aussi la Transjordanie sous le contrôle de la dynastie hachémite. Comme le note l'historien palestinien Nur Masalha (2000 : 75), "contrairement à l'expansionnisme pragmatique et progressif du sionisme travailliste, avec sa perception de la réalité politique et de ce qui était possible dans les conditions locales, régionales et internationales, le sionisme révisionniste a toujours été connu pour ses objectifs politiques maximalistes qui, pendant le mandat, incluaient l'établissement d'un État juif sur les deux rives du Jourdain".

David Ben Gourion finira par assimiler la thèse de Jabotinsky, estimant que les Palestiniens n'accepteront jamais de bon gré d'être dépossédés de leur terre, et reconnaîtra : "Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerais jamais d'accord avec Israël. C'est normal, nous avons pris leur pays. Il est vrai que Dieu nous l'a promis, mais pourquoi s'en soucieraient-ils. Notre Dieu n'est pas le leur. Il y a eu l'antisémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais est-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus leur voler leur pays. Pourquoi devraient-ils l'accepter ? Le dirigeant israélien notait également en 1938 : "N'ignorons pas la vérité : politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se défendent eux-mêmes [...]. Le pays est le leur, parce qu'ils l'habitent, tandis que nous voulons venir ici et nous installer, et selon eux, nous voulons leur prendre leur pays [...]. Derrière le terrorisme [des Arabes] se cache un mouvement qui, bien que primitif, n'est pas dépourvu d'idéalisme et de sacrifice".

Il est bien connu que les dirigeants travaillistes israéliens ont accepté le plan de participation de l'ONU de 1947 et que le mouvement nationaliste palestinien a rejeté un projet qui les confinait à 45 % de leur territoire alors qu'ils représentent les deux tiers de la population. Sans compter que les populations autochtones de

Palestine n'ont pas été consultées, contrairement à la Charte des Nations unies elle-même, et que le mouvement national palestinien avait été démantelé par la Grande-Bretagne après la rébellion anticoloniale de 1936-1939. Cependant, on ne souligne pas assez souvent que Ben Gourion considérait, comme le souligne Masalha, que ces frontières n'étaient que circonstanciées. En bon "expansionniste pratique", le leader travailliste estimait que "les frontières de l'État juif devraient être flexibles, jamais fixées de manière définitive, mais dépendraient de la nature et des besoins du moment historique et des conditions régionales et internationales" (2000 : 17). Comme le reconnaîtra Ben Gourion lui-même, cette acceptation du plan de partage ne représentait qu'une étape intermédiaire jusqu'à ce que "nous créions une armée puissante immédiatement après la proclamation de l'État, que nous abolissions la division du pays et que nous nous étendions sur l'ensemble de la Terre d'Israël".

De nombreux historiens sont intervenus dans le débat sur le nettoyage ethnique de 1948, qui a abouti à l'expulsion d'au moins 750 000 Palestiniens de leurs foyers au cours de la Nakba. L'universitaire israélien Benny Morris est l'un d'entre eux. Dans une interview publiée dans le quotidien Haaretz le 9 janvier 2004, Morris a répondu : "Si Ben Gourion avait procédé à une expulsion complète et nettoyé tout le pays, toute la Terre d'Israël, jusqu'au Jourdain, cela aurait pu être son erreur fatale. S'il avait procédé à une expulsion complète, au lieu d'une expulsion partielle, il aurait stabilisé Israël pour des générations". Morris est allé encore plus loin, suggérant que l'expulsion de la population palestinienne n'a pas été suffisante : "Si l'histoire se termine mal pour les Juifs, ce sera parce que Ben Gourion n'a pas achevé le transfert de population en 1948. Parce qu'il a laissé un réservoir démographique important et instable en Cisjordanie et à Gaza, ainsi qu'en Israël même [...]. Les Arabes israéliens sont une bombe à retardement. Leur glissement vers une palestinisation complète a fait d'eux un émissaire de l'ennemi parmi nous. Ils constituent une cinquième colonne potentielle. Tant sur le plan démographique que sur celui de la sécurité, ils ont tendance à saper l'État. Ainsi, si Israël se retrouve à nouveau dans une situation de menace existentielle, comme en 1948, il pourrait être contraint d'agir comme il l'a fait à l'époque".

L'intensification de la colonisation après 1967

Après la guerre des Six Jours en 1967, l'effort de colonisation s'est également étendu aux territoires palestiniens de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi qu'au Sinaï égyptien et au Golan syrien, qui ont tous été occupés par l'armée israélienne entre le 5 et le 10 juin. Comme le souligne Nur Masalha (2000 : 28), "les instincts expansionnistes du Grand Israël" se sont intensifiés en raison de "la revendication des "droits historiques des Juifs sur la Terre d'Israël", qui avait une base solide dans le courant séculier du sionisme travailliste", mais aussi parce que la victoire militaire a marqué "le triomphe du sionisme et la création d'une société de colons confiante, dynamique et à moitié militarisée", ainsi que "la mobilisation extraordinairement efficace en Israël des néo-sionistes, des fondamentalistes politiques juifs et d'autres forces sociales".

La colonisation a commencé immédiatement après l'occupation des territoires afin de rendre irréversible le retour à la situation d'avant-guerre. Yigal Allon, vice-premier ministre travailliste et responsable du portefeuille de l'immigration, a déclaré lors d'une réunion gouvernementale le 16 juin 1967 : "Il n'est pas nécessaire de rendre un seul pouce de la Cisjordanie à un gouvernement étranger. C'est dans ce cadre qu'une solution doit être recherchée. Notre contrôle sur la vallée du

Jourdain est une nécessité à laquelle nous ne pouvons renoncer". Quelques semaines plus tard, le leader travailliste publiait le plan Allon, dans lequel il appelait à l'absorption d'un maximum de terres avec un minimum d'habitants. Ce plan a détourné l'argument de la sécurité pour soutenir qu'Israël devait conserver le contrôle du Sinaï, du Golan et de la vallée du Jourdain et rejeter le retour aux frontières du 5 juin 1967 demandé par la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies. L'aspect le plus pertinent de cette proposition est la séparation qu'elle établit entre la terre et la population, véritable pierre angulaire des initiatives travaillistes ultérieures dans les décennies qui ont suivi ; elle cherchait à dissocier la domination de la terre et l'administration des affaires liées à sa population palestinienne, un principe qui a été repris par les accords d'Oslo.

Le triomphe électoral du Likoud en 1977 a permis l'accession au pouvoir de Menahem Begin, Ariel Sharon et Isaac Shamir, tous disciples de Jabotinsky et partisans de l'extension de la souveraineté juive à l'ensemble de l'Eretz Israël. Par la suite, les territoires occupés sont rebaptisés "territoires libérés" et les noms bibliques de Judée et de Samarie sont adoptés pour désigner la Cisjordanie, tandis que sa population est connue sous le nom d'"Arabes de la Terre d'Israël". Pour mettre en œuvre ses plans, Begin a forgé une alliance étroite avec les colons et, en particulier, avec leur aile la plus extrémiste, le mouvement Gush Emunim, qui considérait la colonisation comme une condition essentielle pour accélérer la rédemption du peuple d'Israël et provoquer la venue du messie (Sprinzak, 1991, p. 88).

Comme le souligne Daniella Weiss, chef de file du mouvement des colons, dans une récente interview publiée par The New Yorker le 11 novembre 2023 : "La guerre des Six Jours a été un miracle et a éveillé des sentiments très profonds à l'égard du lieu de naissance de notre nation : Hébron, Shiloh, Jéricho et Naplouse. Et, en raison du miracle de la guerre, nous avons eu le sentiment spirituel que quelque chose de dimension biblique était en train de se produire. J'ai voulu participer activement à cet événement miraculeux et j'ai fait partie du mouvement des colons Gush Emunim, qui a établi des communautés en Judée et en Samarie". Pour elle, les Palestiniens "doivent accepter le fait qu'il n'y a qu'un seul souverain sur la Terre d'Israël. Telle est la question. Nous, les Juifs, sommes les souverains de l'État d'Israël et de la Terre d'Israël. Ils doivent l'accepter.

Le mouvement Gush Emunim (le Bloc des Fidèles) a été créé en 1974 dans la colonie de Gush Etzion et était étroitement lié à la yeshiva Merkaz Ha-Rav du grand rabbin ashkénaze Abraham Isaac Kook et de son fils Zvi Yehuda Kook, qui voyaient dans les conquêtes territoriales de 1948 et 1967 les signes de l'entrée dans une ère qui mènerait à la venue du messie. Selon cette approche, la colonisation est une condition essentielle pour accélérer la rédemption du peuple juif. Le rabbin Abraham Isaac Kook a fourni "une philosophie sioniste religieuse-nationale cohérente et a ainsi tenté de combler le fossé entre le judaïsme religieux et le nationalisme juif moderne" (Avineri, 1983 : 216-219) et a exercé une influence indéniable sur les générations futures et, comme son fils, a rapproché le nationalisme sioniste de l'orthodoxie religieuse juive" (ibid.).

Les colons de Gush Emunim considèrent que la terre d'Israël est sacrée parce que Dieu l'a promise à Abraham il y a 4 000 ans. Comme le note avec justesse l'historien israélien Ehud Sprinzak, "lorsque leurs idéologues parlent de la Terre d'Israël, ils pensent non seulement au territoire d'après 1967, mais aussi à la terre

promise dans l'Alliance (Genèse 15:18) qui comprend les territoires occupés, en particulier la Judée et la Samarie, le noyau central de la nation israélienne historique et de vastes zones appartenant aujourd'hui à la Jordanie, à la Syrie et à l'Irak" (1991 : 113). C'est un sentiment partagé par de nombreux colons israéliens, comme Weiss, déjà cité, qui interprète que "les frontières de la patrie juive sont l'Euphrate à l'est et le Nil au sud-ouest" et que le peuple juif a la priorité sur la terre de Palestine parce qu'il a été "la première nation à recevoir la parole de Dieu, la promesse de Dieu, la première nation qui y a droit".

Gush Emunim a reçu le feu vert du gouvernement de Begin pour coloniser la Cisjordanie en établissant des dizaines de colonies. Ses exigences sont reprises par le Plan pour le développement de la colonisation de la Judée et de la Samarie (1979-1983) élaboré par Mattityahu Drobles, directeur du département des colonies de l'Organisation sioniste mondiale, et présenté par le ministre de l'Agriculture, Ariel Sharon, en octobre 1978. L'objectif de ce plan était de multiplier la création de colonies dans le but d'assiéger les populations arabes. L'un des paragraphes du plan Drobles est le suivant : "Les terres domaniales et les terres non cultivées doivent être réquisitionnées immédiatement pour coloniser les zones situées entre et autour des concentrations de la minorité [palestinienne], afin de minimiser la possibilité de développement d'un autre État arabe dans la région. Il sera difficile pour la population minoritaire de former une continuité territoriale et une unité politique si elle est fragmentée par des colonies juives".

Le gouvernement radical de Begin considérait les colonies juives comme des "colonies de confrontation" et accordait aux colons les pleins pouvoirs militaires. Un comité des Nations unies chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés a publié un rapport dévastateur en 1985 :

"L'étendue et la force des activités de ces colons vis-à-vis des Palestiniens dans les territoires occupés indiquent que ce sont en fait les colons qui constituent la véritable autorité [...], la population civile reste sans aucune protection. Cette attitude est corroborée par l'indulgence avec laquelle les autorités israéliennes traitent les membres des groupes clandestins juifs coupables de meurtres et d'abus physiques sur la population civile [...]. Il ne fait aucun doute que la véritable force politique dans les territoires occupés, qui détermine le sort de la population civile, est constituée par les colons installés illégalement dans ces territoires" (ONU, 1990 : 255).

Les accords d'Oslo signés en 1993 ne prévoyaient pas la création d'un État palestinien sur les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967, mais divisaient leur territoire en trois zones : A, B et C. L'Autorité palestinienne ne contrôlait que les territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967. L'Autorité palestinienne n'a qu'un contrôle direct sur la zone A et indirect sur la zone B, tandis que la zone C, représentant les deux tiers de la Cisjordanie, est laissée aux mains des troupes d'occupation. Bien que l'accord stipule également que les parties n'élaboreront pas de mesures visant à modifier la situation sur le terrain, dans la pratique, Israël a continué à construire des colonies et à déplacer sa population dans les territoires occupés, en violation flagrante du droit international qui interdit à la puissance occupante de déplacer sa population dans les zones qu'elle occupe. Entre 1990 et 1995, le nombre de colons en Cisjordanie et à Gaza a presque doublé, passant de 76 000 à 145 000 personnes.

Bien que les accords d'Oslo prévoyaient que les parties devaient s'abstenir de modifier le statut des territoires occupés, Israël a profité de cette ambiguïté constructive pour multiplier les implantations en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Trente ans après les accords d'Oslo, la situation ne pourrait être plus dramatique. Selon Human Rights Watch, "alors que les Palestiniens jouissent d'un degré limité d'autonomie dans certaines parties des territoires occupés, Israël conserve le contrôle principal des frontières, de l'espace aérien, de la circulation des personnes et des biens, de la sécurité et de l'enregistrement de l'ensemble de la population, ce qui dicte à son tour des questions telles que le statut juridique et la capacité à délivrer des documents d'identité".

Selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem, "Israël pratique une politique de "judaïsation" fondée sur la maxime selon laquelle la terre est une ressource destinée presque exclusivement au peuple juif. La terre est utilisée pour développer et étendre les communautés juives existantes et en construire de nouvelles, tandis que les Palestiniens sont dépossédés et confinés dans de petites enclaves surpeuplées.

Aujourd'hui, 800 000 colons résident dans les territoires occupés, ce qui signifie que non seulement la colonisation n'a pas cessé, mais qu'elle s'est accélérée depuis la signature des accords d'Oslo. Il ne fait aucun doute que l'un des principaux soutiens du gouvernement Netanyahu est précisément le mouvement des colons, qui le considère comme le seul moyen d'éviter la solution des deux États. En fait, le programme du gouvernement du 28 décembre 2022 stipule que "le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera les colonies dans toutes les parties de la Terre d'Israël : en Galilée, dans le Néguev, dans le Golan, en Judée et en Samarie".

Dans son rapport *"L'apartheid israélien contre les Palestiniens : Système cruel de domination et crime contre l'humanité"* en 2022, Amnesty International a conclu qu'il existe "une discrimination institutionnalisée et systématique de la part d'Israël à l'encontre des Palestiniens, conformément à la définition de l'apartheid en droit international", avec "l'intention d'Israël d'opprimer et de dominer tous les Palestiniens en établissant son hégémonie sur l'ensemble du territoire d'Israël et des territoires occupés, y compris par des moyens démographiques, et en maximisant les ressources au profit de sa population juive aux dépens des Palestiniens", ce qui représente "une violation du droit international, une violation flagrante des droits de l'homme et un crime contre l'humanité", comme le prévoient la Convention sur l'apartheid et le Statut de Rome.

Selon le rapport, "cette ségrégation est pratiquée de manière systématique et hautement institutionnalisée par le biais de lois, de politiques et de pratiques qui visent toutes à empêcher les Palestiniens de revendiquer et de jouir des mêmes droits que les Israéliens juifs en Israël et dans les territoires occupés, et donc à opprimer et à dominer le peuple palestinien".

Au cours des dernières décennies, des groupes suprémacistes et messianiques ont réussi à imposer leur programme à l'ensemble de la société israélienne et à placer leurs partisans à des postes importants dans l'administration, l'armée et la politique. Selon un sondage réalisé en 2016 par le Pew Research Center, 65 % des colons qui se considèrent comme orthodoxes soutiennent l'expulsion de la population palestinienne d'Israël. Une enquête réalisée en novembre 2023 par l'université de

Tel-Aviv sur l'indice de paix, à la suite des attentats du 7 octobre 2023, a montré un net renversement du soutien à la solution des deux États, avec seulement 14,6 % de la population juive en faveur de cette solution, tandis que 43,7 % étaient favorables au maintien du statu quo actuel pour une durée indéterminée.

Il ne faut pas oublier que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a fait de la défense d'Eretz Israel, le Grand Israël qui s'étend du Jourdain à la mer Méditerranée, sa priorité absolue. La défaite totale du mouvement nationaliste palestinien, qui aspire à ériger un État souverain et indépendant sur les territoires occupés par Israël depuis 1967 : Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza, est une condition sine qua non pour atteindre cet objectif. Comme le note le journaliste israélien Aluf Benn (2024), "Netanyahou a consacré son mandat de Premier ministre, le plus long de l'histoire d'Israël, à saper et à marginaliser le mouvement national palestinien. Il a promis à son peuple qu'il pouvait prospérer sans paix. Il a vendu au pays l'idée qu'il pouvait continuer à occuper indéfiniment les terres palestiniennes sans que cela ne lui coûte grand-chose sur le plan interne ou international".

Les décisions prises par le gouvernement Netanyahou, né en décembre 2022, ont été déterminantes pour expliquer l'escalade de la violence de ces dernières années. Ce gouvernement, considéré comme le plus radical de l'histoire d'Israël, est constitué d'un amalgame hétéroclite de forces. D'une part, le Likoud, parti ultranationaliste résolument favorable à l'Eretz Israël et donc opposé à la création d'un État palestinien, a battu le parti travailliste pour la première fois lors des élections de 1977. La deuxième composante est le sionisme religieux, composé de diverses formations juives suprématistes, qui prône l'annexion unilatérale de la Cisjordanie et la colonisation de Gaza. Le troisième maillon est constitué par les partis religieux séfarade-mizrahi Shas et ashkénaze United Torah Judaism, avec un programme purement ultra-orthodoxe basé sur la défense de leurs privilèges : financement des yeshivas ou écoles religieuses et exemption du service militaire, entre autres.

Au total, cette coalition représente 64 des 120 sièges de la Knesset. Le ciment qui unit des formations et des sensibilités politiques aussi différentes est la tentative d'imposer la souveraineté juive sur l'ensemble d'Eretz Israël au détriment des aspirations nationales palestiniennes. Le moyen d'y parvenir est d'étendre la colonisation à l'ensemble de la Cisjordanie afin de rendre la solution des deux États irréalisable. En effet, le programme du gouvernement affirme catégoriquement que "le peuple juif a le droit exclusif et incontesté à toutes les parties de la Terre d'Israël", ce qui inclut les territoires occupés par les Palestiniens depuis la guerre de 1967. Le gouvernement Netanyahou s'est engagé à étendre la souveraineté israélienne à la Cisjordanie (désignée par son nom biblique : Judée et Samarie) au cours de cette législature, conformément aux plans sionistes traditionnels visant à faire de la Palestine un État pour le peuple juif.

Les deux principaux alliés de M. Netanyahou au sein du gouvernement sont Bezalel Smotrich, chef du parti sioniste religieux et responsable du ministère des finances, et Itamar Ben Gvir, chef du parti "Pouvoir juif" et ministre de la sécurité intérieure. Le parti du sionisme religieux, auquel ils appartiennent tous deux, dispose de 14 sièges à la Knesset, qui en compte 120. Il est la troisième force politique d'Israël, avec plus de 10 % des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2022. Son importance réside non seulement dans le large soutien

dont il bénéficie dans la société, mais aussi dans sa capacité à conditionner la gouvernance, car son appui est indispensable pour maintenir au pouvoir l'actuelle coalition gouvernementale et pour préserver Netanyahu des enquêtes judiciaires qui le tiennent sous leur emprise.

Le sionisme religieux est une organisation suprématiste et messianique qui croit que l'ensemble de la Terre d'Israël appartient au peuple juif par volonté divine. En réalité, le sionisme religieux n'est pas un mouvement entièrement nouveau, mais il est l'héritier d'un certain nombre de partis qui existaient dans les années 1980 et 1990, notamment Moledet, Tzomet et le Parti religieux national. Tous s'accordent sur un programme maximaliste que l'historien palestinien Nur Masalha résume en cinq points : "(1) expansionnisme territorial maximal ; (2) annexion complète et immédiate des territoires occupés en 1967 ; (3) répression de l'Intifada et de toute forme de résistance palestinienne par tous les moyens et toutes les forces nécessaires ; (4) établissement de colonies juives massives ; et (5) expulsion des Palestiniens" (2000, p. 38). Ses secteurs les plus ultramontains, comme le fait aujourd'hui le Premier ministre Netanyahu, exigeaient "l'anéantissement total de l'Amalek moderne", c'est-à-dire de la population palestinienne autochtone.

Itamar Ben Gvir, le ministre de la sécurité intérieure, est issu du parti radical Kach, qui figurait jusqu'à récemment sur la liste américaine des organisations terroristes et prônait l'expulsion de la population palestinienne au motif que le peuple israélien avait un droit exclusif sur la Terre d'Israël par volonté divine. Meir Kahane, le principal dirigeant du Kach, avait l'habitude de répéter lors de ses rassemblements : "Les Arabes sont un cancer [...] : Les Arabes sont un cancer [...]. Je vous dis ce que chacun d'entre vous ressent au fond de son cœur : il n'y a qu'une solution et aucune autre, aucune solution partielle : Les Arabes dehors, dehors.... Ne me demandez pas comment.... Laissez-moi être votre ministre de la défense pendant deux mois et vous ne verrez pas un seul cafard autour de vous ! Je promets de nettoyer la terre d'Israël ! Ben Gvir, qui réside dans la colonie de Kiryat Arba, au cœur de la ville palestinienne d'Hébron, est également un admirateur notoire de Baruch Goldstein, un colon militant de Kach qui a perpétré le massacre de la mosquée d'Abraham en 1994, au cours duquel 29 Palestiniens ont été tués et 120 autres blessés.

Le ministre de la sécurité intérieure est également connu pour avoir mené des incursions de colons extrémistes sur l'Esplanade des Mosquées qui abrite la mosquée Aqsa de Jérusalem, troisième lieu saint pour les musulmans après La Mecque et Médine, afin d'exiger la judaïsation de la mosquée. Rien qu'entre janvier et octobre 2023, plus de 50 000 juifs radicaux ont visité le sanctuaire musulman dans une provocation sans précédent dans l'histoire récente et dans une tentative évidente de modifier le statu quo du sanctuaire qui empêche les non-musulmans de tenir des cérémonies religieuses dans ses espaces. Il convient de rappeler que les secteurs messianiques prônent la construction d'un troisième temple après la destruction de la mosquée d'Aqsa, estimant que cela hâterait l'arrivée du messie. Ces actions sont loin d'être innocentes, puisque c'est l'entrée d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées qui a déclenché l'Intifada d'Aqsa en 2000.

La population palestinienne de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est serait, selon le plan, réduite à trois : "(1) ceux qui souhaitent renoncer à leurs aspirations nationales peuvent rester ici et vivre en tant qu'individus dans l'État juif ; ils bénéficieront bien sûr de tous les avantages que l'État juif a apportés et apporte à la Terre d'Israël ; (2) ceux qui choisissent de ne pas renoncer à leurs ambitions

nationales seront aidés à émigrer vers l'un des nombreux pays où les Arabes réalisent leurs ambitions nationales, ou vers toute autre destination dans le monde ; (3) il est probable que tout le monde n'adoptera pas l'une de ces deux options. Il y aura ceux qui continueront à choisir l'autre "option" : continuer à combattre Tsahal, l'État d'Israël et la population juive : ces terroristes seront combattus par les forces de sécurité d'une main de fer.

Le plan considère que pour les Palestiniens qui ont choisi la première option et décidé d'accepter la souveraineté juive sur leurs territoires, l'État israélien devrait "définir un modèle de résidence qui inclut une auto-gouvernance autonome, y compris des administrations municipales, ainsi que des droits et des obligations individuels". Les Arabes de Judée et de Samarie mèneront leur vie quotidienne selon leurs propres termes par le biais d'administrations municipales régionales dépourvues de caractéristiques nationales. Comme les autres autorités locales, elles organiseront leurs propres élections et entretiendront des relations économiques et municipales régulières avec les autorités de l'État d'Israël. Avec le temps, et en fonction de la loyauté envers l'État et ses institutions, et du service militaire ou national, des modèles de résidence et même de citoyenneté seront proposés". D'autre part, il est précisé que "les Arabes de Judée et de Samarie pourront mener leur vie quotidienne dans la liberté et la paix, mais ne pourront pas voter à la Knesset israélienne. Cela permettra de préserver la majorité juive dans le processus décisionnel de l'État d'Israël".

Le massacre du 7-O a eu pour conséquence que ces thèses, auparavant minoritaires, ont trouvé un soutien croissant dans la société israélienne. Comme le souligne l'activiste israélien Orli Noy (2023), "la terrifiante smotrichisation de l'opinion publique israélienne s'incarne dans la volonté totale de sacrifier la vie de tous les Palestiniens de Gaza pour la victoire finale que le ministre d'extrême droite a promise dans son plan [...]. Pour la plupart des Juifs israéliens, les plus de deux millions de Palestiniens de Gaza auraient dû se taire et accepter de mourir de faim. Mais aujourd'hui, même cette option n'est plus satisfaisante, laissant les Israéliens s'unir derrière un nouvel ultimatum pour Gaza : l'émigration ou l'anéantissement".

Bibliographie

- ABU-TARBUSH, J. et BARREÑADA, I. (2023) : Palestina : de los Acuerdos de Oslo al apartheid, Madrid : Catarata.
- AVINERI, S. (1983) : La idea sionista. Notes sur la pensée nationale juive, Jérusalem : The Week Publications Ltd.
- BENN, A. (2024) : "Israel's Self-Destruction. Netanyahu, the Palestinians, and the Price of Neglect", Foreign Affairs, mars/avril.
- CULLÁ, J. (2015) : La terre la plus contestée. El sionismo, Israel y el conflicto de Palestina, Barcelone : Alianza Editorial.
- HERZL, T. (1896) : The Jewish State, New York : American Zionist Emergency Council.
- IRAQI, A. (2024) : "Israel's right to tyranny", +972 Magazine, 17 janvier.
- MASALHA, N. (2000) : Israel : Theories of Colonial Expansion, Barcelone : Bellaterra.
- NOY, O. (2023) : "The Israeli public has embraced the Smotrich doctrine", +972 Magazine, 10 novembre.
- OLMERT, E. (2020) : "Israel is becoming a fascist country", The Jerusalem Post, 2 juillet.

SABBAGH-KHOURY, A. (2022), "But if I don't steal it, someone else is gonna steal it" - Israeli Settler-Colonial Accumulation by Dispossession", Middle East Report and Information Project, n. 302, printemps.

SPRINZAK, E. (1991) : The Ascendance of Israel's Radical Right, Oxford : Oxford University Press.

INFORMATIONS

AMNESTY INTERNATIONAL (2022) : L'apartheid israélien contre les Palestiniens : Système cruel de domination et crime contre l'humanité, MDE 15/5141/2022, 1 de febrero.

B'TSELEM (2021) : Un régime de suprématie juive du Jourdain à la mer Méditerranée : C'est l'apartheid.

HUMAN RIGHTS WATCH (2021) : Un seuil franchi. Israeli Authorities and the Crimes of Apartheid and Persecution, 27 de abril.

NACIONES UNIDAS (1990) : Orígenes y evolución del problema palestino (1917-1988), Nueva York : Naciones Unidas.

PEW RESEARCH CENTER (2016), Israel's Religiously Divided Society, 8 de marzo.